

## Le ministère des Ressources naturelles



Unifor représente 45 000 membres dans le secteur des ressources naturelles, répartis dans trois principales industries: la foresterie (22 000), l'énergie (13 000), les mines et la transformation (10 000). Nous avons aussi 8 000 autres membres dans les secteurs des pêches. Nos membres sont employés par certaines des plus grandes entreprises du secteur, dont entre autres Suncor Énergie, Enbridge, Mosaic Potash, VALE, Glencore, Rio Tinto, Produits forestiers Résolu, Tembec et Domtar.



### Priorités d'Unifor

Historiquement, l'approche du Canada en matière de développement des ressources a été de suivre le super cycle des matières premières. Lorsque la demande est forte et que les prix montent en flèche, les investissements sont abondants, des emplois sont créés, l'argent coule dans certaines régions et la valeur relative du dollar canadien augmente (ce qui mine l'emploi et la production dans d'autres régions et dans les industries axées sur l'exportation). Lorsque le boom des matières premières se contracte, tout va dans le sens contraire. Le marché libre, l'approche de type expansion-contraction en matière de développement peut sembler faussement attrayante lorsque les prix sont élevés et en croissance, mais lorsque les prix dégringolent – alors qu'ils le font inévitablement – les conséquences socioéconomiques de la mentalité de la « ruée vers l'or » jaillissent. Unifor perçoit la richesse des ressources naturelles comme un outil important du développement socioéconomique de la population canadienne. La richesse des ressources du Canada peut et devrait être une source d'emplois de qualité à travers plusieurs générations. Afin d'y arriver, le développement des ressources naturelles canadiennes doit reposer sur les valeurs d'équité sociale et d'inclusion, de santé de la collectivité et de développement durable.



### Questions spécifiques et recommandations

#### Foresterie

Le secteur forestier intégré du Canada, y compris les pâtes et papiers, le bois d'œuvre et les produits forestiers, est en transition. La dernière décennie a soulevé d'énormes défis, notamment l'évolution rapide des marchés, un profond changement de la demande chez les consommateurs qui abandonnent le papier journal et autres papiers à l'ère du numérique, la dévastation d'un huard surévalué qui a durement touché les exportateurs et la crise financière mondiale suivie de la récession. Au cours de la dernière décennie, l'industrie a perdu le tiers de ses emplois. Nous avons besoin de politiques globales conçues pour que la foresterie soit de plus en plus une industrie à valeur ajoutée. Unifor recommande ce qui suit :

- Soutenir les investissements qui permettent de faire une transition vers les marchés en croissance, ce qui signifie que le programme fédéral Investissements dans la transformation de l'industrie forestière doit être considérablement étendu.

- S'assurer que les politiques commerciales encouragent les exportations de produits forestiers de grande valeur, tout en veillant à ce que nous ne soyons pas la cible de mesures commerciales non équitables, et qu'elles contrôlent l'exportation de grumes non traitées.
- Établir des politiques de réglementation durable pour la récolte du bois garantissant des investissements et des emplois, tout en respectant les normes environnementales les plus élevées.
- Travailler en vue d'une production hydroélectrique stable et tarifée de façon appropriée, et moderniser l'infrastructure, la tarification et l'accès aux transports..

## Énergie

Le besoin est urgent de développer une stratégie nationale globale sur l'énergie qui permettrait aux Canadiennes et Canadiens d'exploiter les grandes ressources énergétiques du pays d'une manière socialement responsable et axée sur le développement durable. Les défis macroéconomiques touchent essentiellement au cycle d'expansion-contraction du prix des ressources, ce qui porte atteinte aux travailleurs, aux collectivités et à la capacité fiscale des gouvernements. Les défis sociaux portent sur l'obtention d'un consentement libre, préalable et informé des peuples des Premières Nations, et leur pleine participation socioéconomique au développement des ressources. Un autre défi social consiste à s'assurer que les avantages économiques du développement des ressources sont partagés avec les travailleurs, les collectivités et les gouvernements. Les défis environnementaux portent sur la régulation des émissions de gaz à effet de serre permettant au Canada de respecter ses engagements en matière de changements climatiques, et sur l'atténuation des conséquences écologiques négatives associées au développement des ressources. Unifor recommande ce qui suit :

- La création d'un réseau énergétique pancanadien afin que les ressources énergétiques du pays puissent être utilisées pour répondre aux besoins des consommateurs canadiens et pour réduire notre dépendance à l'égard de l'énergie importée dans l'Est canadien.
- Un engagement plus ferme à l'endroit du raffinage et de la transformation des ressources pétrolières et gazières au Canada.
- Une tarification du carbone par le biais d'une taxe sur le carbone ou d'un système de plafonnement.
- Des mesures actives du gouvernement fédéral pour favoriser le développement de combustibles alternatifs et de l'énergie verte.
- Une opposition aux projets de pipelines qui transportent du bitume non traité aux marchés d'exportation.
- Un moratoire sur la nouvelle exploration de fracturation non traditionnelle et de forage jusqu'à ce que les préoccupations environnementales, des Premières Nations et celles liées à l'approvisionnement énergétique soient résolues de manière satisfaisante.
- Un régime global de redevances qui étend les avantages économiques que tirent les Canadiennes et Canadiens de leurs ressources énergétiques.

## Mines et métaux

L'industrie des mines et métaux est sensible aux envolées des prix découlant du super cycle des matières premières. Ce défi macroéconomique est gérable, mais il exige une stratégie gouvernementale active. Une vague sans précédent de prises de contrôle étrangères dans l'industrie depuis 2006 a entraîné la perte de la

souveraineté industrielle, accompagnée d'une baisse des avantages que tirent les Canadiennes et Canadiens de la richesse de leurs minéraux. De nouveaux propriétaires, comme Xstrata, U.S. Steel et Rio Tinto, se sont empressés de fermer des installations de transformation, ont attaqué la rémunération et ont fait chanter des communautés entières. Le moment est venu pour le gouvernement fédéral de s'attaquer aux faiblesses de la politique de la dernière décennie et d'adopter des politiques efficaces pour mieux positionner le Canada lors de la prochaine reprise. Unifor recommande ce qui suit :

- Renforcer « l'avantage net » associé aux prises de contrôle étrangères des entreprises établies au Canada. Des seuils précis de référence pour les investissements, les dépenses en matière de recherche et développement, et surtout les emplois doivent être imposés aux investisseurs étrangers. Ce qui freinerait les sociétés étrangères d'acheter des opérations et des actifs canadiens dans le but délibéré de les fermer.
- Assurer la propriété, l'utilisation et le contrôle public des ressources hydroélectriques, notamment en ce qui a trait aux activités de fusion de l'aluminium au Québec et en Colombie-Britannique. Étant donné que les faibles tarifs d'électricité sont au cœur de la production d'aluminium, il est essentiel que les ressources hydroélectriques continuent d'être gérées par l'État et soient utilisées à des fins de développement industriel et social.
- Imposer des conditions relatives au contenu canadien dans le développement des ressources pour s'assurer que les entreprises achètent plus d'équipement et de services canadiens et atteignent des cibles contraignantes en matière de transformation des ressources effectuée au Canada.
- Percevoir des redevances plus élevées sur l'extraction des ressources non renouvelables pour favoriser l'ensemble du développement économique et social dans les régions minières.

---

Préparé par : Service de recherche d'Unifor

---

**Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquez avec :**  
**Service de la mobilisation des membres et**  
**de l'action politique d'Unifor**

politicalaction@unifor.org

416-718-8493

1-800-268-5763 poste 8493

**Unifor.org**

